

Copie C 15 – DGCD

Répéter au cabinet de la Coopération au Développement et à Paris

Message 710 1

06906.92 12:38

Ambabel Kigali à belext bru

473 du 06.06.92 code

immédiat

p geo 04

a été répété aux ambassades de Belgique à Bujumbura et Nairobi.

Prière de répéter à l'ambassade de Belgique à Paris.

Concerne : Rwanda – situation – 6 juin.

1. La petite ville de Byumba a été ratissée par les FAR. La nuit dernière, des tirs sporadiques ont encore retenti, mais plus dans le centre ou dans les environs immédiats du camp militaire.
Le carrefour de Rukomo (située à environ 5 km au sud de Byumba) a cependant été à nouveau contrôlé par les troupes du FPR. C'est ce qu'a également reconnu le ministre de la Défense dans une interview à la radio.
2. Le FAR a envoyé des renforts en provenance de Ruhengeri (1 bataillon) et de Kigali (1 bataillon) vers Byumba.
Le bataillon de Kigali serait retenu à 1 km du carrefour de Rukomo.
Les FAR ne se limiteraient apparemment pas au ratissage de Byumba.
Selon des informations confirmées, ils ont procédé à des pillages.
3. Cette nuit, une compagnie française r.p.i.m.a. (régiment de parachutistes de l'infanterie de marine) a été envoyée depuis Bangui. Ceci a ainsi permis au r.i.m.a. (régiment d'infanterie de marine) déjà présent de partir ce matin aux alentours de 09h30 en direction de Byumba. Le but n'est pas de procéder à une évacuation à grande échelle. La situation semble en effet plus calme. Les Européens qui le désirent seront toutefois amenés à Kigali. Etant donné que l'opération est menée par une « unité de combat » française, l'ambassadeur Martres s'est opposé à l'accompagnement de représentants d'autres nationalités à partir de la Belgique.

4. Dès que la situation sera totalement éclaircie (éventuellement à partir de demain), j'enverrai une délégation spéciale de l'ambassade à Byumba afin de prendre contact avec les Belges présents sur place. Comme en atteste mon fax n° 60, le nombre de nos compatriotes à Byumba et dans ses environs est très limité. Seule la sœur Gribomont se trouve actuellement dans le centre de Byumba, et nous entretenons des contacts avec elle par téléphone. Les frères des écoles chrétiennes se sont rassemblés à Kisaro (située à environ 15 km à l'ouest de Byumba) où aucun problème n'a été signalé.
5. L'ambassade est également en contact avec la Croix Rouge (le Belge Stoufs) qui envisage de se déplacer à Byumba.
6. Le FPR voudrait maintenant mener une incursion à hauteur de Muvumba et de Butaro pour étendre les deux zones frontalières occupées.
7. Une forte détérioration du moral et de la discipline de l'armée rwandaise prête à réflexion. De plus, la coopération militaire française se plaint du fait que le chef de corps des FAR (Emar) ne semble pas capable de rassembler et de transmettre des informations militaires précises. Pour l'instant, je ne peux pas encore faire de proposition concrète sur les éventuelles mesures supplémentaires de la Belgique de nature militaire et humanitaire. Je suis toutefois reconnaissant pour votre commentaire sur mt 377 (13 mai) et 441 (1^{er} juin) concernant la sécurisation de l'ambassade, de l'école et de la résidence belges, surtout que certains milieux rwandais (notamment des officiers de l'Etat-major) manifestent aujourd'hui une certaine incompréhension à l'égard des récentes initiatives de parlementaires et de personnes privées belges. Cette incompréhension se base évidemment sur la désorganisation des autorités non-gouvernementales et de la politique du gouvernement, bien que radio Rwanda et l'ARP aient publié leur point de vue en la matière.
8. Je peux également suggérer de s'engager ensemble (Affaires étrangères, Défense, ambassade) dans une piste de réflexion qui pourrait aboutir à une décision visant à envoyer une compagnie de paras. Je répète qu'il ne s'agit pas ici d'une proposition, mais bien d'une suggestion afin d'engager une réflexion commune quant à l'opportunité et la possibilité d'une telle opération. Jusqu'à présent (depuis octobre 1990), nous n'avons pas jugé nécessaire de procéder à une évacuation vers l'étranger. A ce moment, je pense cependant que, si le désordre intérieur se poursuit, il faut tenir compte d'un tel scénario. Une concertation avec d'autres pays, notamment la France, va de soi.

J. Swinnen +